

Consultation publique RGENS - Réponse Empreinte Digitale

Question 1

Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques).

Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

Réponse

Allongement de la durée de vie des terminaux

Plus que la durée de vie c'est la durée d'utilisation et éviter le renouvellement trop rapide par l'utilisateur pour des raisons de non compatibilité avec les services numériques récents qui est visé. La durée de vie des terminaux dépend également de la longévité des composants dont ils sont constitués, de l'évolution technologique/technique et des besoins des utilisateurs.

Limitation des stratégies de captation de l'attention

Cette cible s'éloigne du domaine de l'écoconception. Il s'agit d'une prise de position qui peut parfois être en contradiction avec une logique de viabilité économique, ou encore l'objectif même d'un service numérique. En effet, si l'on imagine le cas d'un site institutionnel de communication au grand public qui voudrait se conformer au RGENS (site d'annonce météorologique, site de santé publique, etc.). Celui-ci doit diffuser son message au plus grand nombre et doit, de fait, s'appuyer sur des stratégies de captation de l'attention des utilisateurs.

De la même manière, un site marchand peut devoir s'appuyer sur ce types de pratiques afin d'optimiser son taux de conversion et d'assurer sa viabilité économique. Il serait, selon nous, idéaliste de penser qu'une entité puisse se passer de certaines de ces techniques, ne serait-ce que par rapport à ses concurrents qui pourraient quant à eux les utiliser et profiter de leur bénéfices. Le RGENS étant basé sur une démarche de volontariat, les objectifs cibles ne doivent pas être trop orientés ou restrictifs afin d'encourager le plus grand nombre de structures à tenter de s'y conformer. Il est intéressant et nécessaire que le RGENS propose des critères visant à limiter certaines pratiques liées à la captation de l'attention (défilement infini, vidéo avec lancement automatique, etc.). Cependant, le RGENS doit viser à limiter ces pratiques, non pas parce qu'elles sont utilisées comme moyen de captation de l'attention, mais plutôt en s'appuyant sur leur impact environnemental négatif au sein des services numériques sur lesquels elles sont implémentées/utilisées.

Minimisation de l'utilisation des ressources et transparence
environnementale des services numériques

R.A.S.

Question 2

Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement.

A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ?¹

Réponse

Le tableau d'auto évaluation propose de renseigner un statut pour chaque critère, mais ne propose pas la possibilité de renseigner plusieurs pages. Les audits RGEN se basant sur des échantillons de pages représentatives du service numérique audité, devons-nous synthétiser le relevé et considérer un critère non-conforme à partir d'une non-conformité relevée sur une des pages de l'échantillon; ou bien est-il prévu une version de la grille permettant l'ajout de plusieurs pages différenciées ?

¹ *L'Autorité recherche des contributeurs prêts à tester le projet de référentiel de l'écoconception des services numériques. Si vous utilisez l'outil d'auto-évaluation (format Office Open XML ou OpenDocument) pour calculer votre score d'avancement et consentez à partager à l'Arcep vos résultats, vous pouvez transmettre le tableau rempli pour votre service à ecoconception@arcep.fr

Question 3

Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre.

Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

R.A.S.

Question 4

Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant.

Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?

Réponse

R.A.S.

Question 5

Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle. **Avez-vous des commentaires au sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?**

Réponse

Dans les critères 9.2 et 9.3 il n'est pas mentionné la nécessité d'une stratégie de sobriété dans la phase de recherche et développement. En plus des poids des modèles, d'autres paramètres, appelés hyper-paramètres, doivent être recherchés pendant la phase d'élaboration des modèles et leur entraînement. Ces hyper-paramètres varient suivant les modèles et les techniques d'optimisation. Il convient de minimiser la quantité de calculs et de données nécessaires à déterminer ces hyper-paramètres, en évitant des techniques comme la grid search par exemple.

Question 6

Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Réponse

Cette nouvelle version du RGEN ne propose pas de changelog, est-il prévu d'en fournir un pour suivre les changements de versions ? Pour que les entreprises/experts/utilisateurs puissent s'approprier le RGEN, il est nécessaire qu'ils puissent disposer d'un suivi précis afin de pouvoir mettre à jour leur propres ressources basées sur le RGEN.

Dans la version actuelle on trouve ce critère :

6.7 Le service numérique se limite-t-il au chargement des composants utilisés au sein des bibliothèques lorsque cela est possible ?

Celui-ci a été retiré de la version du RGEN présente dans la consultation bien qu'il semblait intéressant en termes de progression et d'optimisation.

Le critère 4.19 propose par exemple le recours à un mode « économie de donnée » ou « sobriété énergétique », ce qui s'apparente à l'utilisation d'un outil de type surcouche. Or, le critère 4.6 recommande l'utilisation de composants natifs en priorité lorsque cela est possible. Le critère 4.19 pourrait laisser penser que proposer une surcouche d'écoconception (à l'instar des surcouches d'accessibilité) serait préférable à un véritable développement éco conçu. Il semble important de préciser ce point afin d'éviter toute confusion auprès des commanditaires de services numériques qui pourraient penser qu'une surcouche proposant un mode "sobriété" pourrait se substituer à un réel travail d'écoconception en profondeur.

1.4 Le service numérique est-il utilisable sur d'anciens modèles de terminaux ?

Le choix d'effectuer les tests sur des terminaux mis sur le marché 7 ou 10 ans avant la date d'audit semble assez peu efficace. En effet, en fonction du type de terminal, sa durée de vie n'est pas la même, un PC haut de gamme n'aura pas la même durée de vie ni la même résistance dans le temps qu'un PC d'entrée de gamme, il est donc assez difficile de juger de la durabilité d'un service en fonction d'un ancien modèle de terminal.

1.10 Le service numérique s'est-il fixé des objectifs en matière de réduction ou de limitation de ses propres impacts environnementaux ?

La réalisation d'un ACV systématique (même simplifié) semble assez restrictive et risque de rebuter un grand nombre d'acteurs souhaitant mettre en avant leur démarche d'écoconception à travers le RGEN.

2.3 Le service numérique impose-t-il à ses fournisseurs de garantir une démarche de réduction de leurs impacts environnementaux ?

Il semble complexe d'imposer aux fournisseurs de garantir une démarche de réduction de leurs impacts environnementaux. On pourrait par exemple ici parler de "choisir des

fournisseurs en fonction de leurs engagements de réduction d'impacts environnementaux”
ou encore de sensibiliser ses fournisseurs à cette thématique.

4.1 Le service numérique est-il utilisable via une connexion bas débit ?

Le moyen de contrôle de ce critère semble un peu flou. Qu'entend-on par utilisable avec une connexion bas débit ? Un service qui met plusieurs minutes à charger en connexion bas débit est techniquement utilisable mais en pratique ne l'est pas forcément. Peut-on imaginer proposer une limite de temps de chargement avec une connexion bas débit au-delà de laquelle le critère serait considéré comme non-conforme ?

4.5 Le service numérique permet-il à l'utilisateur de décider de l'activation d'un service tiers ?

Le critère précise *"Si le service tiers nécessite de traiter des données personnelles, ce critère s'inscrit dans la continuité de l'une des obligations du RGPD sur la demande de consentement avant l'éventuel traitement de données personnelles, y compris dans le cadre de la fourniture d'un service tiers."*

Lorsque le consentement est requis avant le dépôt de cookies, le chargement d'une vidéo, etc., ce n'est pas en vertu du RGPD (lié au traitement de données personnelles), mais en vertu de l'article 82 de la loi informatique et libertés (lié aux opération de lecture/écriture sur le terminal de l'utilisateur).

Cela a plusieurs incidences importantes concernant le droit des données personnelles, il nous semble donc important de corriger cette confusion.

4.19 Le service numérique fournit-il à l'utilisateur un moyen de contrôle sur ses contenus et ses services afin de réduire les impacts environnementaux ?

Les moyens de mise en œuvre de ce critère semblent trop restrictifs et peu réalistes à imposer.